CARAÏBES PROJETS

VEILLE DES FINANCEMENTS ULTRAMARINS

RADAR DE LA SEMAINE | N° 6

22 opportunités encore ouvertes

Appels à projets, marchés publics, mécénat et prix qui complètent le Radar des financements ultramarins, édition septembre-octobre.

PARUTION

23 septembre 2026

Informations vérifiées à cette date.

22	7 territoires	25 septembre
opportunités encore ouvertes	et les dispositifs nationaux	échéance la plus proche

Au sommaire. 8 appels à projets et subventions, 10 marchés publics, 3 dispositifs de mécénat et 1 prix, avec pour chacun l'échéance, les structures admissibles, le financement, l'avance et la trésorerie, le point de vigilance et le lien vers la source officielle.

25 septembre	Mécénat musical, Fondation Orange	France et Outre-mer
25 septembre	Conférence des civilisations, Département-Région de Mayotte	Mayotte

Ces deux échéances supposent un dossier déjà presque finalisé. Les vingt autres laissent le temps de construire une candidature.

PARTIE 00

À propos de cette sélection

Cette sélection rassemble les opportunités qui ne figurent pas dans le Radar des financements ultramarins - Edition Septembre/Octobre. Elle intègre les veilles du 18 au 23 septembre.

Vingt-deux opportunités sont retenues parce qu'elles étaient encore ouvertes ou annoncées à la date de vérification, et qu'elles laissent un délai suffisant pour préparer une candidature. Pour chacune, CARAÏBES PROJETS a synthétisé l'échéance publiée par le financeur, les structures admissibles, la finalité, le niveau de soutien, les conditions d'avance et de trésorerie, et le principal point de vigilance.

Cette sélection ne remplace pas le règlement officiel. Les calendriers, plateformes et critères peuvent évoluer ; la source officielle reste la référence avant tout dépôt.

Les chiffres clés

22 opportunités	18 au 23 septembre	25 septembre 2026	21 janvier 2027
encore ouvertes	veilles intégrées	échéance la plus proche	échéance la plus lointaine

Répartition

Rubrique	Nombre	Lecture
Appels à projets et subventions	8	Financements publics et européens
Commande publique	10	Prestations rémunérées avec exigences de capacité
Mécénat et fondations	3	Financements privés d'intérêt général
Prix et concours	1	Dotation liée à une action démontrée

Sommaire

Le calendrier en un coup d'œil et les repères par territoire 3
Appels à projets et subventions, 8 fiches 5
Commande publique, 10 fiches 9
Mécénat et fondations, 3 fiches 14
Prix et concours, 1 fiche 16
Méthode de lecture 17
Passer à l'action : Dossier express et diagnostic gratuit 18

À retenir. Deux échéances tombent le 25 septembre et supposent un dossier déjà presque finalisé : la Fondation Orange et la conférence de Mayotte. Les appels FSE+ de Martinique et de Saint-Martin, FLAG 2.0 et l'appel Socio-sport laissent le temps de construire une candidature. Nouveautés de cette édition : deux marchés publiés le 23 septembre, la mobilité européenne des demandeurs d'emploi de France Travail Réunion, jusqu'au 30 octobre, et la communication sur les chauffe-eau solaires de la CC Sud de Mayotte, jusqu'au 23 octobre.

PARTIE 01

Le calendrier en un coup d’œil

Les échéances sont classées de la plus proche à la plus lointaine. Une date proche n’interdit pas de candidater, mais impose que le projet, le budget et les pièces soient déjà réunis.

Échéance	Dispositif	Territoire	Lecture
25 septembre	Mécénat musical, Fondation Orange	France et Outre-mer	Dossier déjà très avancé
25 septembre	Conférence des civilisations, Mayotte	Mayotte	Dossier déjà très avancé
8 octobre	Éducateurs spécialisés, GIP DAIFI	Guadeloupe	À traiter immédiatement
12 octobre	Plan déchets abandonnés, SINNOVAL	Guadeloupe	À traiter immédiatement
12 octobre	Figurants et comédiens, Région Réunion	La Réunion	À traiter immédiatement
14 octobre	Marché d’intérêt régional de Cayenne	Guyane	À traiter immédiatement
15 octobre	Accompagnement renforcé vers l’emploi, DEETS	Guadeloupe	À préparer maintenant
15 octobre	Socio-sport, ministère des Sports	France et Outre-mer	À préparer maintenant
18 octobre	Prix de la laïcité	France et Outre-mer	À préparer maintenant
19 octobre	Portage de repas, CCAS de Saint-Benoît	La Réunion	À préparer maintenant
20 octobre	Stérilisation et identification, CASUD	La Réunion	À préparer maintenant
23 octobre	Promotion des énergies renouvelables, CC Sud	Mayotte	À préparer maintenant
30 octobre	Mobilité européenne Erasmus+, France Travail	La Réunion	À préparer maintenant
2 novembre	Subventions associatives 2027, Saint-Barthélemy	Saint-Barthélemy	À préparer maintenant
6 novembre	Cafétéria du CHU Pierre Zobda-Quitman	Martinique	À préparer maintenant
10 novembre	FLAG 2.0, ADEME	Guadeloupe	À préparer maintenant
23 novembre	FSE+ privation matérielle	Martinique	Anticipation possible
30 novembre	FSE+ publics à potentiel artistique	Martinique	Anticipation possible
1er décembre	Solidarité internationale, Fondation Coallia	Pays éligibles à l’APD	Anticipation possible
15 décembre	FSE+ formation des équipes éducatives, DEETS	Martinique	Anticipation possible
21 janvier 2027	FSE+ aide alimentaire	Saint-Martin	Anticipation possible
À publier	Santé mentale des jeunes protégés, Fondation CNP	France et Outre-mer	Veille à maintenir

Repères par territoire

Territoire	Opportunités de cette sélection
Guadeloupe	FLAG 2.0, accompagnement renforcé vers l'emploi, éducateurs spécialisés du GIP DAIFI et plan déchets de SINNOVAL.
Martinique	Trois appels FSE+, privation matérielle, publics à potentiel artistique et formation des équipes éducatives, et la cafétéria du CHU.
Guyane	Gestion du Marché d'intérêt régional de Cayenne.
Saint-Martin	FSE+ aide alimentaire et assistance matérielle de base.
Saint-Barthélemy	Campagne de demandes de subventions associatives 2027.
La Réunion	Figurants et comédiens de la Région, stérilisation sur le territoire de la CASUD, portage de repas du CCAS de Saint-Benoît et mobilité européenne des demandeurs d'emploi de France Travail.
Mayotte	Organisation de la Conférence sur les civilisations du canal de Mozambique et communication sur les chauffe-eau solaires de la CC Sud.
Tous les Outre-mer	Socio-sport, prix de la laïcité, Fondation Orange, Fondation CNP Assurances et Fondation Coallia.

PARTIE 02

Appels à projets et subventions

Financements publics et européens accordés à un projet. Les obligations de cofinancement, de trésorerie et de justification doivent être vérifiées avant le dépôt.

VIE ASSOCIATIVE | SAINT-BARTHÉLEMY | Niveau A

1. Campagne de demandes de subventions associatives 2027 Collectivité de Saint-Barthélemy

Échéance 2 novembre 2026 inclus - heure non publiée

Publication et calendrier 11 septembre 2026

Structures admissibles Associations de Saint-Barthélemy disposant d'un espace dédié sur Airtable.

Objet Soutenir l'activité et les projets 2027 des associations locales.

Financement Enveloppe et plafonds 2027 non publiés. Les demandes peuvent concerner le fonctionnement, des actions ou des déplacements.

Avance et trésorerie Modalités de versement non publiées, à demander au service de la vie associative de la Collectivité.

Pertinence ultramarine Financement territorial généraliste mobilisable par les associations sportives, culturelles, sociales, éducatives ou environnementales de l'île.

Point de vigilance Les critères détaillés et les éventuels plafonds doivent être confirmés auprès du service de la vie associative.

Nature Subvention publique

Consulter la source officielle

ENVIRONNEMENT ET ADAPTATION | GUADELOUPE | Niveau A

2. FLAG 2.0 Fonds local pour l'adaptation en Guadeloupe ADEME Guadeloupe et cofinanceurs

Échéance 10 novembre 2026 à 11 h, heure de Guadeloupe

Publication et calendrier 9 septembre 2026 ; règlement complet publié le 15 septembre 2026

Structures admissibles Personnes morales établies en Guadeloupe, dont les associations, collectivités, établissements publics, entreprises, agriculteurs, fédérations et organismes de recherche.

Objet Financer études, investissements, innovation, formation, animation et postes associatifs consacrés à l'adaptation aux sécheresses, inondations, fortes températures, ouragans et à l'érosion côtière.

Financement Pour une association exerçant une activité non économique : cumul d'aides publiques jusqu'à 80 % pour les études et investissements, et jusqu'à 100 % pour certaines études générales, formations, animations ou actions de sensibilisation.

Avance et trésorerie Avance possible dès la notification du contrat de financement, d'un montant fixé au cas par cas par l'ADEME, éventuellement contre caution bancaire. Versements intermédiaires et solde sur justificatifs. À négocier dès la phase de maturation.

Pertinence ultramarine Très adapté aux associations environnementales, agricoles, alimentaires, touristiques ou de développement territorial portant une approche systémique.

Point de vigilance Le projet doit produire des effets croisés sur plusieurs secteurs ou acteurs et passer par une phase de maturation.

Nature Subvention publique

Consulter la source officielle

INSERTION ET EMPLOI | GUADELOUPE | Niveau A

3. Accompagnement renforcé vers l'emploi avec l'allocation spécifique des régions ultrapériphériques DEETS Guadeloupe et FSE+

Échéance 15 octobre 2026 - heure non publiée

Publication et calendrier 15 juillet 2026

Structures admissibles Associations et autres organismes publics ou privés capables de porter un projet d'intérêt général. Les consortiums sont exclus.

Objet Accompagnement intensif des personnes éloignées de l'emploi, levée des freins sociaux, médiation avec les employeurs, tutorat, parrainage et mobilité professionnelle.

Financement Enveloppe de 3,6 M€ ; concours FSE+ annoncé entre 10 % et 85 %. Subvention minimale publiée : 56 050 € ; coût total éligible minimal : 59 000 €.

Avance et trésorerie Avance de 30 % de la subvention FSE+ après signature de la convention, sur attestation de démarrage du projet. Le solde n'est versé qu'après contrôle de service fait : environ 70 % des dépenses sont à préfinancer pendant plusieurs mois.

Pertinence ultramarine Financement majeur pour les associations d'insertion, de médiation, de mobilité, de handicap et d'accompagnement socioprofessionnel.

Point de vigilance Les montants minimaux publiés ne concordent pas parfaitement avec le taux maximal de 85 % ; une confirmation de la DEETS est nécessaire.

Nature Subvention européenne

Consulter la source officielle

SOLIDARITÉ ET PRÉCARITÉ | MARTINIQUE | Niveau A

4. FSE+ Lutte contre la privation matérielle Collectivité territoriale de Martinique

Échéance 23 novembre 2026 - heure non publiée

Publication et calendrier 17 septembre 2026 ; ouverture le 21 septembre 2026

Structures admissibles Associations, collectivités, CGSS, CAF, organismes de formation, entreprises et structures intervenant dans l'action sociale, la santé ou les services à la personne.

Objet Aide alimentaire, produits d'hygiène et de soins, vêtements, fournitures scolaires, accompagnement et orientation des personnes en grande précarité.

Financement Enveloppe de 950 000 €.

Avance et trésorerie Programme régional de la CTM : la publication ne mentionne pas d'avance, à vérifier dans le document de cadrage. Le remboursement intervient sur dépenses justifiées, ce qui suppose une trésorerie capable de porter l'action.

Pertinence ultramarine Opportunité directe pour les associations martiniquaises de solidarité, d'aide alimentaire, de santé et d'accès aux droits.

Point de vigilance Le porteur doit anticiper la traçabilité des aides distribuées et les obligations de gestion européennes.

Nature Subvention européenne

Consulter la source officielle

CULTURE ET INSERTION | MARTINIQUE | Niveau A

5. FSE+ Inclusion des publics à potentiel artistique par la valorisation des villes et communes

Collectivité territoriale de Martinique

Échéance 30 novembre 2026 - heure non publiée

Publication et calendrier 17 septembre 2026 ; ouverture le 21 septembre 2026

Structures admissibles Associations, missions locales, Cap emploi, organismes de formation, structures de prévention spécialisée, collectivités et syndicats professionnels.

Objet Mobiliser les compétences artistiques des jeunes NEET et des personnes éloignées de l'emploi pour réaliser des créations valorisant les communes et soutenir leur insertion.

Financement Enveloppe de 3,5 M€.

Avance et trésorerie Programme régional de la CTM : la publication ne mentionne pas d'avance, à vérifier dans le document de cadrage. Le remboursement intervient sur dépenses justifiées, ce qui suppose une trésorerie capable de porter l'action.

Pertinence ultramarine Très adapté aux associations culturelles, d'insertion, de jeunesse, de prévention spécialisée et d'éducation populaire.

Point de vigilance Le projet doit s'appuyer sur des besoins communaux identifiés et sur un repérage crédible des publics.

Nature Subvention européenne

Consulter la source officielle

ÉDUCATION ET FORMATION | MARTINIQUE | Niveau B

6. FSE+ Formation des équipes éducatives DEETS Martinique et FSE+

Échéance 15 décembre 2026 à 23 h 59, heure de Martinique

Publication et calendrier Lancement le 15 septembre 2026. Appel unique pour la période 2026-2028, qui ne sera pas republié.

Structures admissibles Organismes publics ou privés relevant de l'Éducation nationale, porteurs d'un projet d'intérêt général. Les consortiums sont exclus.

Objet Formation des enseignants et des équipes éducatives du premier et du second degré pour prévenir le décrochage scolaire et mieux accompagner les élèves handicapés, primo-arrivants ou en difficulté, ainsi que l'adaptation aux mutations technologiques.

Financement Enveloppe de 900 000 €. Taux FSE+ de 30 % à 85 %, avec un montant minimal de FSE+ de 50 000 €. Dépenses éligibles à compter du 1er janvier 2026 ; demande limitée au 31 décembre 2027, prolongation sur 2028 par avenant.

Avance et trésorerie Avance de 30 % de la subvention FSE+ après signature de la convention, sur attestation de démarrage du projet. Le solde n'est versé qu'après contrôle de service fait : environ 70 % des dépenses sont à préfinancer pendant plusieurs mois.

Pertinence ultramarine Concerne les organismes de formation et les structures rattachées à l'Éducation nationale en Martinique.

Point de vigilance L'admissibilité d'une association intervenant ponctuellement en établissement est à confirmer auprès de la DEETS (deets-972.fse@deets.gouv.fr). Au taux maximal de 85 %, le plancher de 50 000 € de FSE+ correspond à un projet d'environ 59 000 €.

Nature Subvention européenne

Appels à projets FSE+, filtre Martinique

SOLIDARITÉ ET PRÉCARITÉ | SAINT-MARTIN | Niveau A

7. FSE+ Aide alimentaire et assistance matérielle de base aux plus démunis Services de l'État et FSE+

Échéance 21 janvier 2027

Publication et calendrier Lancé le 21 septembre 2026

Structures admissibles Tout organisme public ou privé susceptible de porter un projet d'intérêt général. Les consortiums avec chef de file sont autorisés.

Objet Aide alimentaire, biens essentiels et mesures d'accompagnement favorisant l'inclusion sociale des personnes les plus démunies.

Financement Enveloppe de 500 000 €. Le taux d'intervention et le montant minimal ne sont pas publiés sur la page de l'appel : ils sont à confirmer avant d'établir le plan de financement.

Avance et trésorerie Avance de 30 % de la subvention FSE+ après signature de la convention, sur attestation de démarrage du projet. Le solde n'est versé qu'après contrôle de service fait : environ 70 % des dépenses sont à préfinancer pendant plusieurs mois.

Pertinence ultramarine Financement structurant pour les associations de solidarité, d'aide alimentaire et d'accès aux droits de Saint-Martin.

Point de vigilance L'appel est rattaché administrativement à la Guadeloupe sur le portail, mais son périmètre opérationnel est Saint-Martin.

Nature Subvention européenne

Consulter la source officielle

SPORT ET INCLUSION | FRANCE ET OUTRE-MER | Niveau A

8. Socio-sport : levier d'inclusion pour les jeunes Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative

Échéance 15 octobre 2026 - heure de clôture non publiée

Lancement officiel 2 septembre 2026

Montage et structures admissibles Consortium obligatoire entre une structure du mouvement sportif - ligue, comité départemental ou régional, CROS, CDOS ou CTOS - et une structure accompagnatrice experte : association socio-sportive, association d'éducation populaire, fédération affinitaire, structure médico-sociale ou organisme justifiant d'une expertise réelle du socio-sport. La structure experte dépose le dossier et reçoit la subvention.

Objet Construire pendant un an des coopérations durables entre le mouvement sportif et les acteurs du socio-sport au bénéfice des moins de 25 ans vulnérables : jeunes des quartiers prioritaires, filles éloignées du sport, jeunes en décrochage, précaires, exilés ou sous main de justice.

Financement Subvention minimale de 20 000 € ; aide maximale de 80 % ; projet d'un montant total supérieur à 25 000 € TTC ; cofinancement obligatoire d'au moins 20 %. L'enveloppe nationale de 650 000 € doit financer entre 20 et 35 projets.

Avance et trésorerie Modalités de versement à vérifier dans le cahier des charges. La subvention est versée à la structure experte porteuse, qui doit aussi réunir un cofinancement d'au moins 20 %.

Dépenses admissibles Ingénierie de projet, diagnostic territorial, accompagnement méthodologique, formation, animation du partenariat, production d'outils, évaluation, déplacements et communication directement liés au projet. Le fonctionnement courant et les projets limités à une manifestation ponctuelle sont exclus.

Pertinence ultramarine Forte au regard des besoins d'inclusion des jeunes, de prévention du décrochage, de politique de la ville et de structuration des clubs. Le partenariat doit toutefois être formalisé avant le dépôt.

Point de vigilance La structure accompagnatrice experte est le porteur et le bénéficiaire de la subvention. Le consortium, les clubs bénéficiaires, les rôles respectifs et le cofinancement doivent être arrêtés avant le dépôt.

Nature Subvention publique

Page officielle de l'appel à projets | Cahier des charges officiel

PARTIE 03

Commande publique

Contrats rémunérés en contrepartie d'une prestation. Une association peut candidater si elle possède les capacités professionnelles, financières et opérationnelles exigées.

ÉDUCATION ET JEUNESSE | GUADELOUPE | Niveau A

1. Gestion des emplois d'éducateurs spécialisés dans des dispositifs cofinancés par le FSE+ GIP DAIFI

Échéance 8 octobre 2026 à 12 h, heure de Guadeloupe

Publication et calendrier 10 septembre 2026

Structures admissibles Entreprises ou structures associatives capables d'employer et de mettre des éducateurs spécialisés à disposition des établissements.

Objet Deux lots consacrés aux classes relais et à l'accompagnement individualisé des jeunes temporairement exclus.

Financement Montant non publié ; marché de 20 mois avec reconduction possible.

Avance et trésorerie Marché public : avance de droit si le montant dépasse 50 000 € HT et la durée deux mois, d'au moins 5 % (10 % pour une PME face à une collectivité de plus de 60 M€ de dépenses). Montant non publié. Paiements ensuite sur service fait, sous 30 jours.

Pertinence ultramarine Opportunité forte pour les associations d'éducation spécialisée, de prévention, d'insertion et de protection de la jeunesse.

Point de vigilance Les qualifications, références et capacités d'employeur doivent être contrôlées dans le DCE.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

ENVIRONNEMENT ET DÉCHETS | GUADELOUPE | Niveau B

2. Accompagnement au pilotage du plan de lutte contre les déchets abandonnés SINNOVAL

Échéance 12 octobre 2026 à 12 h

Publication et calendrier 10 septembre 2026

Structures admissibles Opérateurs justifiant d'une expertise en prévention des déchets, environnement et pilotage territorial ; marché non réservé.

Objet Assistance au pilotage du plan territorial de lutte contre les déchets abandonnés, de décembre 2026 à mai 2027.

Financement Montant non communiqué ; marché annoncé comme financé par des fonds européens.

Avance et trésorerie Marché public : avance de droit si le montant dépasse 50 000 € HT et la durée deux mois, d'au moins 5 % (10 % pour une PME face à une collectivité de plus de 60 M€ de dépenses). Montant non communiqué. Paiements ensuite sur service fait, sous 30 jours.

Pertinence ultramarine Peut convenir à une association environnementale structurée, seule ou en groupement avec un cabinet spécialisé.

Point de vigilance L'éligibilité pratique dépendra fortement des références techniques et de la composition de l'équipe.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

CULTURE ET AUDIOVISUEL | LA RÉUNION | Niveau B

3. Mise à disposition de figurants acteurs et comédiens pour les campagnes de communication

Région Réunion

Échéance 12 octobre 2026 à 12 h, heure de La Réunion

Publication et calendrier 10 septembre 2026

Structures admissibles Structures capables d'organiser le casting, la gestion administrative et la mise à disposition des artistes ; associations culturelles et structures de production possibles.

Objet Mobilisation de figurants, acteurs et comédiens pour les campagnes institutionnelles de la Région.

Financement Accord-cadre sans minimum, maximum annuel de 175 000 € HT ; 12 mois reconductibles une fois, jusqu'à quatre titulaires.

Avance et trésorerie Accord-cadre à bons de commande sans minimum : l'avance n'est due que pour un bon de commande supérieur à 50 000 € HT. Paiement sous 30 jours après chaque prestation ; les cachets des artistes sont à avancer.

Pertinence ultramarine Débouché réel pour les associations culturelles ou audiovisuelles disposant d'une capacité administrative et contractuelle suffisante.

Point de vigilance La structure doit pouvoir assurer la gestion contractuelle, sociale et administrative des artistes.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

ALIMENTATION ET ESS | GUYANE | Niveau B

4. Gestion et exploitation du Marché d'intérêt régional de Cayenne Collectivité territoriale de Guyane

Échéance 14 octobre 2026 à 12 h, heure locale

Publication et calendrier Rectificatif publié le 11 septembre 2026

Structures admissibles Marché non réservé. Association, coopérative ou structure de l'ESS possible si elle démontre les capacités financières, logistiques et opérationnelles exigées.

Objet Gestion des zones de vente en gros et au détail, relations avec pêcheurs et acheteurs, hygiène, sécurité, entretien et continuité du service.

Financement Montant non communiqué ; exploitation prévue sur 18 mois.

Avance et trésorerie Marché public : avance de droit si le montant dépasse 50 000 € HT et la durée deux mois, d'au moins 5 % (10 % pour une PME face à une collectivité de plus de 60 M€ de dépenses). Montant non communiqué, exploitation sur 18 mois. Paiements ensuite sur service fait, sous 30 jours.

Pertinence ultramarine Envisageable pour un groupement associant acteurs de la pêche, alimentation locale, ESS et opérateur expérimenté.

Point de vigilance Une candidature associative seule paraît difficile sans références et capacités financières solides.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

CULTURE ET PATRIMOINE | MAYOTTE | Niveau A - URGENT

5. Organisation de la Conférence sur les civilisations du canal de Mozambique et de la Rencontre des mondes de Mayotte Département-Région de Mayotte

Échéance 25 septembre 2026 à 12 h

Publication et calendrier 15 septembre 2026

Structures admissibles Marché non réservé ; associations, structures culturelles et opérateurs événementiels capables de démontrer les compétences demandées.

Objet Organisation de la troisième édition de la conférence et de la Rencontre des mondes à l'Assemblée de Mayotte.

Financement Montant non publié.

Avance et trésorerie Marché public : avance de droit si le montant dépasse 50 000 € HT et la durée deux mois, d'au moins 5 % (10 % pour une PME face à une collectivité de plus de 60 M€ de dépenses). Montant non publié ; les frais d'organisation sont à avancer. Paiements ensuite sur service fait, sous 30 jours.

Pertinence ultramarine Marché adapté aux associations structurées dans la culture, le patrimoine, l'événementiel ou la coopération régionale.

Point de vigilance Le délai est court ; les livrables, qualifications et critères doivent être vérifiés immédiatement dans le DCE.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

PROTECTION ANIMALE | LA RÉUNION | Niveau C - TRÈS SPÉCIALISÉ

6. Stérilisation et identification des chiens et chats sur le territoire de la CASUD Communauté d'agglomération du Sud

Échéance 20 octobre 2026 à 12 h, heure de La Réunion

Publication et calendrier 14 septembre 2026

Structures admissibles Opérateurs employant des vétérinaires inscrits à l'Ordre. Deux lots couvrent Le Tampon-Entre-Deux et Saint-Joseph-Saint-Philippe.

Objet Stérilisation et identification des animaux appartenant aux résidents du territoire.

Financement Maxima annuels non indiqués ; accord-cadre d'un an, reconductible trois fois.

Avance et trésorerie Accord-cadre à bons de commande : l'avance n'est due que pour un bon de commande supérieur à 50 000 € HT, ce qui paraît peu probable. Actes vétérinaires à régler avant le paiement de la CASUD, sous 30 jours.

Pertinence ultramarine Possible pour une structure associative vétérinaire ou un groupement associant protection animale et professionnels habilités.

Point de vigilance Une association de protection animale sans vétérinaire habilité ne peut pas exécuter seule les actes.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

INSERTION PAR LA RESTAURATION | MARTINIQUE | Niveau A POUR UNE STRUCTURE EXPÉRIMENTÉE

7. Exploitation d'une cafétéria restauration rapide à l'hôpital Pierre Zobda-Quitman 2 CHU de Martinique

Échéance 6 novembre 2026 à 17 h

Publication et calendrier 16 septembre 2026

Structures admissibles Marché non réservé. Association, entreprise d'insertion ou structure de l'ESS possible si elle dispose des capacités en restauration, hygiène, gestion commerciale et exploitation.

Objet Installation et gestion d'un point de restauration chaude et froide pour les patients, familles, visiteurs et personnels du CHU.

Financement Montant non publié ; concession de 84 mois à compter du 31 décembre 2026.

Avance et trésorerie Concession : aucune avance. L'exploitant finance l'installation et le stock, puis se rémunère sur les ventes.

Pertinence ultramarine Débouché durable pour une structure d'insertion par la restauration ou un groupement avec un restaurateur expérimenté.

Point de vigilance Visite obligatoire le 6 octobre de 9 h 30 à 10 h et remise d'échantillons le 5 novembre de 9 h à 11 h. Concession avec risque commercial.

Nature Concession rémunérée avec risque d'exploitation

Consulter la source officielle

RESTAURATION SOCIALE | LA RÉUNION | Niveau B - CANDIDATURE SPÉCIALISÉE

8. Préparation conditionnement et fourniture de repas pour le service de portage du CCAS CCAS de Saint-Benoît

Échéance 19 octobre 2026 à 12 h, heure de La Réunion

Publication et calendrier 16 septembre 2026

Structures admissibles Marché non réservé. Associations, entreprises d'insertion, ESAT ou structures de restauration sociale envisageables si elles disposent des capacités sanitaires, logistiques et financières nécessaires.

Objet Préparation, conditionnement et fourniture de repas dans le cadre du service de portage à domicile du CCAS.

Financement Procédure estimée à 500 000 € HT ; valeur maximale du lot de 400 000 € HT sur 24 mois.

Avance et trésorerie Avance de droit si le lot est conclu comme marché ordinaire ou avec un montant minimum, à vérifier dans le DCE : au moins 5 %, soit de l'ordre de 10 000 € sur ce lot. Le CCAS peut exiger une garantie à première demande. Achats alimentaires et production à préfinancer.

Pertinence ultramarine Débouché pour une structure d'insertion ou de restauration sociale déjà équipée et expérimentée.

Point de vigilance L'activité exige une capacité de production conforme aux normes sanitaires et une logistique régulière sur 24 mois.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

ÉNERGIE ET SENSIBILISATION | MAYOTTE | Niveau B

9. Accompagnement à la promotion des énergies renouvelables, lot 1 : communication sur les chauffe-eau solaires Communauté de communes du Sud, Mayotte

Échéance 23 octobre 2026 à 12 h ; fuseau horaire à confirmer dans le règlement de consultation

Publication et calendrier 23 septembre 2026, avis BOAMP n° 26-91128

Structures admissibles Marché non réservé. Une association de transition énergétique, d'environnement ou de communication peut candidater si elle dispose des références et capacités demandées.

Objet Concevoir et déployer la communication qui encourage les habitants du sud de Mayotte à s'équiper de chauffe-eau solaires individuels.

Financement Lot 1 : accord-cadre d'une valeur maximale de 25 000 € HT, avec un titulaire unique. Critères : prix 50 %, valeur technique 40 %, délai 10 %.

Avance et trésorerie Lot 1 plafonné à 25 000 € HT, sous le seuil de 50 000 € : pas d'avance obligatoire. Paiement sur service fait, sous 30 jours.

Pertinence ultramarine Intéressant pour une association mahoraise de sensibilisation environnementale ou de médiation auprès des habitants.

Point de vigilance L'avis indique que le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots, alors que le lot 2 porte sur l'installation des équipements (600 000 € HT). Ce point est à lever auprès de l'acheteur avant tout travail.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

INSERTION ET MOBILITÉ | LA RÉUNION | Niveau A POUR UNE STRUCTURE CERTIFIÉE

10. Préparation et accompagnement à la mobilité européenne des demandeurs d'emploi France Travail Réunion

Échéance 30 octobre 2026 à 16 h, heure de La Réunion

Publication et calendrier 23 septembre 2026, avis BOAMP n° 26-91881

Structures admissibles Marché non réservé, seul ou en groupement. Certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du Code du travail exigée ; chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 231 000 € HT sur les trois derniers exercices.

Objet Sélection des candidats, préparation linguistique et culturelle, accompagnement des stagiaires dans leur mobilité dans l'Union européenne ou un pays associé, et gestion des bourses Erasmus+.

Financement Valeur estimée entre 60 000 et 749 000 € HT. Accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un titulaire unique ; au plus 66 bénéficiaires de bourses EFP et 88 de bourses EDA sur la période ferme.

Avance et trésorerie Accord-cadre à bons de commande sans minimum : l'avance n'est due que pour un bon de commande supérieur à 50 000 € HT. Les coûts de préparation et d'accompagnement sont à avancer entre deux paiements, sous 30 jours.

Pertinence ultramarine Adapté aux organismes réunionnais de formation, de mobilité internationale et d'accompagnement des demandeurs d'emploi, seuls ou en groupement.

Point de vigilance Période ferme jusqu'au 31 mai 2028, puis deux reconductions d'un an. Proposition technique limitée à 80 pages. Clause d'insertion de 150 heures de travail réservées sur la période ferme. Un opérateur ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

Nature Marché public rémunéré

Consulter la source officielle

PARTIE 04

Mécénat et fondations

Financements privés destinés à des actions d'intérêt général. L'éligibilité fiscale, le territoire et les exclusions propres à chaque fondation restent déterminants.

MUSIQUE ET TRANSMISSION | FRANCE ET OUTRE-MER | Niveau B - URGENT

1. Mécénat musical second semestre 2026 Fondation Orange

Échéance 25 septembre 2026 - heure non publiée

Publication et calendrier 24 août 2026 ; nouvel avis diffusé le 15 septembre 2026

Structures admissibles Institutions, associations et fondations culturelles ayant au moins un an, actives dans la musique classique instrumentale ou vocale et habilitées à émettre un reçu fiscal.

Objet Diffusion auprès de publics éloignés, professionnalisation de jeunes artistes et pratique collective à visée éducative ou inclusive.

Financement Soutien demandé plafonné à 25 % du budget global du projet ; montant absolu non communiqué.

Avance et trésorerie Modalités de versement non publiées, à demander à la fondation. Le soutien ne couvre que 25 % du budget : le reste doit être réuni avant la réalisation.

Pertinence ultramarine Intéressant pour les festivals, orchestres, ensembles, chœurs et associations de transmission musicale ultramarins.

Point de vigilance Le territoire ultramarin d'exécution doit être confirmé sur la plateforme avant finalisation du dossier.

Nature Mécénat financier

Consulter la source officielle

SANTÉ MENTALE ET ENFANCE | FRANCE ET OUTRE-MER | Niveau A SOUS RÉSERVE DU RÈGLEMENT

2. Santé mentale des enfants et jeunes protégés Fondation CNP Assurances et Pépinière d'Avenirs

Échéance Phase de notes d'intention annoncée entre septembre et octobre 2026 ; date exacte à publier

Publication et calendrier Communiqué du 15 septembre ; lancement officiel le 21 septembre 2026

Structures admissibles Structures privées d'intérêt général sans but lucratif et éligibles au mécénat ; consortiums associant structures de soins, établissements publics et acteurs de l'ESS.

Objet Améliorer le repérage et l'intervention précoces en santé mentale pour les enfants et jeunes de 0 à 21 ans accompagnés par l'ASE.

Financement Montant distribuable et montant par projet non encore publiés.

Avance et trésorerie Règlement non publié : modalités de versement inconnues à ce stade.

Pertinence ultramarine Très forte pour les associations de protection de l'enfance, MECS, LVA, médiation, santé et accompagnement des jeunes.

Point de vigilance Le règlement, la date exacte de clôture et les montants ne sont pas encore publiés. Il s'agit d'un financement annoncé, pas encore d'un dépôt pleinement documenté.

Nature AMI financier annoncé

Consulter la source officielle

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE | PAYS ÉLIGIBLES À L'APD | Niveau B

3. Solidarité internationale 2026 financements 2027 Fondation Coallia Stéphane Hessel et Institut de France

Échéance 1er décembre 2026 à 23 h 59, heure de Paris

Publication et calendrier Ouverture le 18 septembre 2026 à 14 h

Structures admissibles Associations de droit français ayant au moins un an d'existence, notamment associations de solidarité internationale et OSIM.

Objet Éducation, maintien dans la scolarité, formation, insertion, culture, eau, hygiène, nutrition, santé, citoyenneté et développement durable.

Financement Jusqu'à 10 000 € par projet, sans dépasser 50 % du coût total.

Avance et trésorerie Modalités de versement non précisées sur la page de l'appel. L'aide ne couvre que 50 % du coût : l'autre moitié doit être financée par ailleurs.

Pertinence ultramarine Intéressant pour une association ultramarine engagée dans une coopération caribéenne, amazonienne, indianocéanique ou pacifique avec un pays admissible.

Point de vigilance Le projet ne peut pas porter uniquement sur un territoire français. Les associations relevant d'un régime local particulier doivent confirmer leur qualité d'association de droit français.

Nature Mécénat financier

Consulter la source officielle

PARTIE 05

Prix et concours

Prix doté financièrement. Le dossier doit valoriser une action concrète, son impact et son caractère reproductible.

CITOYENNETÉ ET LAÏCITÉ | FRANCE ET OUTRE-MER | Niveau B

1. Prix de la laïcité de la République française 2026 Ministère de l'Intérieur

Échéance 18 octobre 2026 - heure non publiée

Publication et calendrier 9 juillet 2026

Structures admissibles Associations, établissements scolaires, collectivités, services publics, acteurs privés et particuliers.

Objet Récompenser ou développer des actions concrètes de pédagogie, de protection et de promotion de la laïcité.

Financement Enveloppe globale de 50 000 € ; répartition entre lauréats non annoncée.

Avance et trésorerie Dotation versée après désignation des lauréats : elle récompense une action déjà menée et n'appelle pas de préfinancement.

Pertinence ultramarine Adapté aux associations ultramarines de citoyenneté, jeunesse, médiation, éducation populaire, prévention des discriminations et vivre-ensemble.

Point de vigilance La répartition de la dotation et l'heure limite de dépôt ne sont pas publiées.

Nature Prix doté financièrement

Consulter la source officielle

PARTIE 06

Méthode de lecture

Le niveau d’intérêt indique la largeur du vivier de structures concernées, pas la qualité du financement.

Niveau A. Opportunité fortement pertinente pour une ou plusieurs familles d’associations ultramarines, qui mérite un examen sans attendre.

Niveau B. Opportunité intéressante mais plus ciblée, soumise à une confirmation territoriale, à un partenariat ou à une capacité technique particulière.

Niveau C. Opportunité réelle mais très spécialisée, avec un vivier associatif limité.

Important. Les critères, dates et montants peuvent évoluer. La page du financeur, le règlement ou le dossier de consultation demeurent les seules références opposables avant toute candidature.

PARTIE 07

Passer à l'action

Une liste d'opportunités devient utile lorsqu'elle conduit à une décision claire : candidater, préparer une prochaine échéance, rejoindre un groupement ou renoncer à un dispositif mal adapté. Selon votre situation, CARAÏBES PROJETS vous propose deux points de départ.

DOSSIER EXPRESS

Votre projet est prêt et un appel est ouvert

Vous avez un projet, un appel est ouvert, le temps manque. Le Dossier express transforme votre projet en dossier de demande de subvention, sur le formulaire CERFA 12156*06 ou sur celui de l'appel visé, en cinq à sept jours ouvrés.

La méthode suit quatre étapes : questionnaire de cadrage, contrôle des critères de l'appel, rédaction, puis livraison et ajustements. Le dépôt reste fait par l'association.

Cinq spécimens, construits sur des données fictives, montrent le résultat :

- Insertion et emploi, Guadeloupe
- Solidarité et précarité, Martinique
- Culture, jeunesse et inclusion, Guyane
- Sport et inclusion, La Réunion
- Environnement et adaptation climatique, Mayotte

Demander le questionnaire

Le lien ouvre un message déjà rédigé dans votre messagerie.

DIAGNOSTIC GRATUIT

Vous ne savez pas encore par où commencer

Vous hésitez entre plusieurs appels, votre structure doit se consolider, ou vous visez un marché public ou un financement européen ?

Le diagnostic gratuit fait le point sur votre situation administrative, votre organisation et vos ressources, puis sur les financements réellement accessibles.

Vous remplissez le questionnaire en ligne, et vous recevez sous cinq jours ouvrés une analyse écrite, avec vos points de vigilance et une feuille de route.

Les marchés publics et les dossiers FSE+ ne relèvent pas du Dossier express : ils font l'objet d'un accompagnement sur devis, que le diagnostic permet de préparer.

Demander mon diagnostic gratuit

Le lien ouvre le formulaire sur le site de CARAÏBES PROJETS.